

DÉCRET N° 2019 – 129 DU 24 AVRIL 2019

modifiant le décret n° 2010-263 du 11 juin 2010 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de drépanocytose.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- vu** la loi n° 94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des offices à caractère social, culturel et scientifique ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2018-198 du 05 juin 2018 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2016-426 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Santé ;
- vu** le décret n° 2017-041 du 25 janvier 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- sur** proposition du Ministre de la Santé,
- le** Conseil des Ministres, entendu en sa séance du 24 avril 2019,

DÉCRÈTE

Article premier

Est modifié comme suit, l'article 10 du décret n° 2010-263 du 11 juin 2010 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de drépanocytose :
« Le Conseil d'administration du Centre de prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de drépanocytose est composé de sept (07) membres, à savoir :

- un (1) représentant du ministre chargé de la Santé ;
- un (1) représentant de la Présidence de la République ;

- un (1) représentant du ministre chargé des Finances ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Enseignement supérieur ;
- un (1) représentant du ministre chargé des Affaires sociales ;
- le directeur général du Centre national hospitalier universitaire Hubert Koutoukou MAGA de Cotonou ou son représentant ;
- un (1) représentant de l'association des parents des patients du Centre ».

Article 2

Le Ministre de la Santé et le Ministre de l'Économie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent décret.

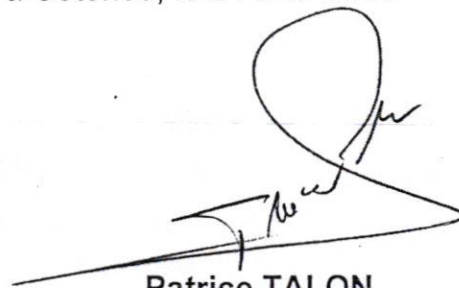
Article 3

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera publié au Journal officiel.

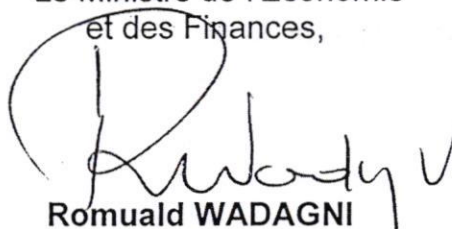
Fait à Cotonou, le 24 avril 2019

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,




Patrice TALON

Le Ministre de l'Économie
et des Finances,



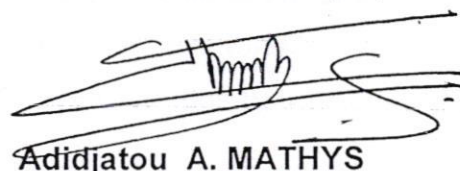
Romuald WADAGNI

Le Ministre de la Santé,



Benjamin Ignace B. HOUNKPATIN

Le Ministre du Travail
et de la Fonction Publique,



Adidjatou A. MATHYS